

OCCUPY WALL STREET : FIN OU DÉBUT D'UN MOUVEMENT ?

PAR NICOLAS HAERINGER*

À PROPOS DE

Thomas Frank,

« *Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même* », *Le Monde diplomatique*, n° 706, janvier 2013.

Dans un article reproduit dans *Le Monde diplomatique*, Thomas Franck décrit Occupy Wall Street comme un mouvement narcissique de petits bourgeois libertaires, sans réel projet politique. Ces accusations sont-elles bien fondées ? Revenant sur ce moment de mobilisation exceptionnel et ses prolongements actuels, Nicolas Haeringer montre que, si la question de la nature et du sens d'Occupy Wall Street mérite d'être posée, le mouvement a en tout cas participé d'un réarmement militant et intellectuel de la contestation.

Le 17 mars 2012, des activistes new-yorkais appelaient à un rendez-vous au parc Zucotti, ce square du Sud de Manhattan qu'ils avaient occupé à partir du 17 septembre 2011 et jusqu'à la mi-novembre, initiant ainsi la dynamique d'« Occupy Wall Street » (OWS). Ce rassemblement devait être le premier d'une série d'initiatives regroupées sous la bannière « Occupy Spring » (Occuper le printemps/le printemps d'Occupy). Nous avons été plusieurs centaines à répondre à l'appel, et nous nous sommes rapidement organisés en cortège – tout rassemblement immobile étant prohibé, et la police veillant à faire respecter l'interdit avec un scrupule confinant à l'absurde. Parvenus sur Wall Street même, nous avons donc enchaîné les allers-retours sur le trottoir, en même temps que le groupe « action » d'OWS prodiguait une formation à la désobéissance civile. En tête de cortège, derrière la banderole « Occupy Spring », une activiste agitait une pancarte affirmant « Le commencement est proche... ».

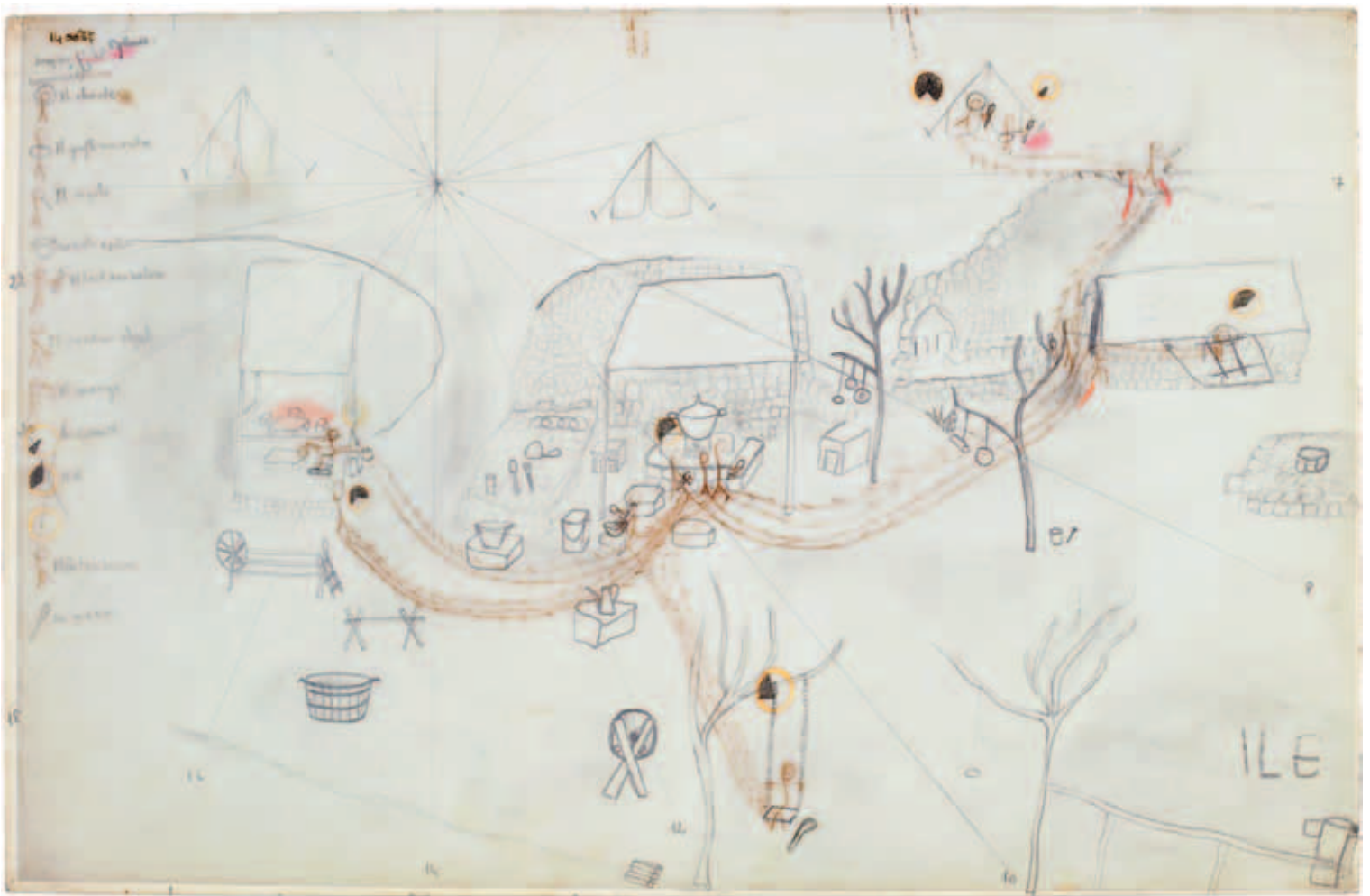
Quatre mois après la fin de l'occupation, l'affirmation pouvait paraître surprenante, voire péremptoire ou candide : désormais nomades, les militant-e-s d'OWS avaient passé l'hiver à se remettre de l'intensité des mois d'occupation, à panser les plaies de la brutalité de l'expulsion du campement (dans la nuit du 14 au 15 novembre 2011) tout en essayant vainement de relancer une occupation. Ils semblent depuis y avoir renoncé, pour se contenter de brèves apparitions à des dates symboliques. L'intensité de l'automne 2011 pourrait donc sembler s'être éteinte avec l'hiver. Et pourtant, cette pancarte en forme de défi – « Le commencement est proche... » –, on peut aussi y

voir une réponse déterminée et réfléchie à la question qui revient avec insistance depuis la fin de l'occupation du parc Zucotti : que reste-t-il d'Occupy Wall Street ? Un an plus tard, cette réponse reste d'actualité.

Occupy, un mouvement sans projet politique ?

Elle apparaît en tout cas nettement plus convaincante que celle que *Le Monde diplomatique* vient d'apporter, en publiant un article de Thomas Frank dans son édition de janvier, sous le titre « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même ». La posture adoptée par Frank, observateur volontairement distant d'OWS, le conduit à multiplier les erreurs factuelles et les approximations – à tel point qu'on pourrait considérer qu'il n'y a pas lieu de commenter ses propos, et qu'il ne s'agit que d'un choix éditorial malheureux du *Monde diplomatique*¹. Le journal prolonge d'ailleurs les erreurs et approximations de Frank avec un bref encadré censé donner du crédit à sa thèse, en rendant compte d'une occupation « au visage bien plus revendicatif » que celle de New York... Problème : tout ce que cet encadré énumère comme actions a été entrepris depuis le parc Zucotti, ainsi que sur bon nombre d'autres campements aux États-Unis (à commencer par celui d'Oakland, en Californie) ou au Royaume-Uni. On retrouve dans cette opposition entre le Occupy new-yorkais, vilipendé pour son absence de toute portée politique, et sa déclinaison provinciale, vantée au contraire pour sa capacité à résonner avec les aspirations des « vrais gens », la méfiance, sinon le mépris, de Frank pour les élites « progressistes » (*liberal*), décrites comme un repoussoir pour les ouvriers blancs de l'Amérique

*Nicolas Haeringer est membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements* (www.mouvements.info). Il est impliqué dans la dynamique des forums sociaux mondiaux.



profonde – une analyse qu’il a développée notamment dans *Pourquoi les pauvres votent à droite, comment les conservateurs ont gagné le cœur des États-Unis (et celui des autres pays riches)*².

Mais le propos de Thomas Frank fait aussi écho aux nombreuses critiques soulevées en France, y compris depuis des organisations de la gauche associative, syndicale ou politique, contre les dynamiques de type Occupy ou Indignés – l’absence de réelle déclinaison hexagonale de ces dynamiques n’aidant sans doute pas³. La publication de cet article n’est donc pas un accident éditorial. Elle est symptomatique de la manière dont toute une partie de la gauche française, y compris de la gauche critique, perçoit les mouvements Indignés et Occupy, et mérite à ce titre qu’on s’y attarde.

L’argument de Frank peut se résumer comme suit : éperdus d’amour pour eux-mêmes (« jusqu’à en être désespérants », écrit-il), les militants d’OWS ont été incapables d’élaborer des revendications, d’organiser une quelconque action, bref, de construire un mouvement. Étudiant-e-s issu-e-s des classes moyennes, quand ils et elles ne sont pas enseignant-e-s à l’Université, elles et ils ont préféré se contempler, s’ausculter et s’analyser, manifestant *in fine* un indéniable « mépris envers l’homme de la rue ». Pire : attiré-e-s par les idées libertariennes, et relayant la critique de l’État et des institutions, OWS aurait contribué à faire le lit

du Tea Party – ce dernier ne se distinguant pas « du moins quant à sa rhétorique » d’OWS. Pire encore : les militant-e-s d’OWS auraient dû s’inspirer du Tea Party qui a su, lui, renoncer à temps « aux boniments de l’horizontalité » et ainsi engranger des succès.

Pour le dire autrement : Occupy fut un mouvement sans projet politique, sinon une vague exaltation de valeurs proches de celles que défendent les libertariens. Depuis que les campements ont été expulsés, il ne resterait donc d’OWS que des traces – entendre, selon Frank, des livres, aussi nombreux qu’abscons et inopérants (« est-ce ainsi qu’on bâtit un mouvement de masse ? », feint-il de s’interroger).

Assembler des corps plus que des revendications ?

OWS, à l’instar des mouvements Indignés, a, de prime abord, pu rebuter, jusque dans les milieux militants. En cause, notamment, le choix de recourir à une rhétorique en rupture avec les discours militants classiques. Les « communiqués », ces textes collectifs et anonymes qui ouvrent chacun des trois exemplaires de la revue *Tidal*⁴, projet directement lié à OWS, empruntent ainsi plus au vocabulaire de la littérature (ou du cinéma) de science-fiction, ainsi qu’à la culture web qu’aux écrits de Marx, Gramsci ou Luxembourg : « nous sommes venus à Wall Street en tant que réfugiés de ce pays natal imaginaire,

cherchant asile dans l'actuel [...]. Nous entendons redécouvrir et nous réapproprier le monde [...], faire face aux ténèbres à leur source» (Tidal #1, paru quelques semaines après le début de l'occupation). Et, un an plus tard: «il est regrettable que cet endroit ait reçu le nom d'«États-Unis» avant que quelqu'un n'ait pu le nommer, de manière plus appropriée et inspirante, «Fantasia»: si notre drapeau s'ornait de licornes iridescentes et de crânes enragés et flamboyants, le reste de l'humanité pourrait au moins soupçonner les passions qui animent la vie ici» (Tidal #3). Mais ce registre de langage témoigne en fait d'une réticence collective à utiliser, sans les soumettre à un examen critique et pratique, des cadres d'analyse jugés en partie éculés: «dépourvus de la foi en l'inévitabilité du progrès historique qui sous-tendait le radicalisme du passé, nous devons réinventer un radicalisme sans inévitabilité»⁵.

Comme cette réticence s'accompagnait du refus de formuler une liste claire et précise de revendications susceptibles d'être discutées et négociées, OWS a pu sembler se désintéresser des questions de domination, de classe, de race ou de genre. L'absence de tract exposant un ensemble de revendications ne vaut toutefois pas absence de portée politique. Comme le souligne Judith Butler dans le second numéro de *Tidal*, ce pourrait même être l'inverse: «une liste n'explique pas comment les revendications sont liées les unes aux autres. [...] Nous pouvons établir une telle liste, faire des ajouts à une telle liste, ou même être plus précis dans une telle liste, mais aucun des éléments de la liste ne pourra nous aider à expliquer ce qui lie tous les éléments de la liste»⁶.

L'occupation donne chair à ce processus: «même lorsqu'ils ne parlent pas ou qu'ils ne présentent pas un ensemble de revendications négociables, l'aspiration à la justice est mise en acte [...]. Les corps

rassemblés «disent»: nous ne sommes pas jetables, qu'ils soient ou non en train de prononcer des mots»⁷. L'occupation est un passage nécessaire à cette articulation et à ce lien, elle manifeste qu'individu et collectif sont indissociables: l'occupation est l'un des lieux où chacun tente de faire l'expérience que notre bien-être individuel est directement lié à la manière dont nous parvenons à assumer collectivement le fait que nous sommes dépendants.

Grève des endetté-e-s

Pour autant, ce que les corps rassemblés affirment ne s'arrête pas au lieu de l'occupation. Les militant-e-s d'OWS ont en effet entrepris un travail de renouvellement des cadres d'interprétation et d'énonciation des injustices. Travail qui se donne à voir, presque en direct, sur le blog «Nous sommes les 99 %», sur lequel chaque internaute est invité-e à poster un récit de vie, expliquant en quoi elle ou il s'oppose au 1 %⁸. Dans son ouvrage sur Occupy⁹, David Graeber explique que le site a joué un rôle décisif dans la prise de conscience de ce qui se jouait dans OWS.

L'analyse lexicale des contributions a en effet mis en évidence que les termes les plus souvent utilisés pour exprimer les préoccupations de ces 99% étaient, dans l'ordre: travail, dette, toit, nourriture, soins de santé, éducation et enfants. Ils donnent ainsi à voir un vaste ensemble de vies brisées par le poids de la dette, ses causes (le chômage, la précarité, la maladie) et ses conséquences (expulsions, renoncement à se soigner, incapacité à subvenir à ses besoins fondamentaux). Occupy n'apparaît alors plus comme un mouvement de jeunes privilégiés issus des classes moyennes, mais comme une dynamique portée par des jeunes «ayant suivi les règles du jeu»¹⁰ et qui, suite à l'effondrement de l'économie états-unienne, se retrouvent sans avenir. La même analyse est

EXTRAIT / OCCUPY WALL STREET... ET APRÈS ?

Il y a un danger. Faites attention à ne pas tomber amoureux de vous-mêmes. Bien sûr, on s'amuse bien ici, mais rappelez-vous que les carnivals, ça ne coûte pas cher. L'important, c'est ce qui va se passer après, quand il faudra revenir à la vie normale. Est-ce qu'alors, il y aura des changements? Il ne faudrait pas que vous repensiez à ce qui s'est passé ici en vous disant quelque chose comme: «Ah, nous étions jeunes, c'était beau!» Notre message de base – et c'est ça dont il faut se souvenir –, c'est: «On ne nous autorise pas à penser des alternatives.» Dès lors que ce tabou saute, on comprend qu'on ne vit pas dans le meilleur des mondes. Mais ensuite, la route est encore longue, et nous devons affronter des questions vraiment

difficiles. Nous savons ce que nous ne voulons pas – mais savons-nous ce que nous voulons? Quelle organisation sociale peut remplacer le capitalisme? Quel type de nouveaux leaders voulons-nous?

N'oubliez pas: le problème, ce n'est pas la corruption ou l'avidité, c'est le système. C'est le système qui nous contraint à la corruption. Il faut se méfier de ses ennemis, certes, mais il faut aussi se méfier des faux amis, qui travaillent déjà à diluer le processus. Vous savez, il y a du café sans caféine, de la bière sans alcool, des desserts sans sucre – là, c'est pareil: ils vont essayer de transformer ça en un mouvement de protestation inoffensif, moral. Un mouvement de protestation décaféiné.

Mais si nous sommes ici, c'est précisément parce que nous en avons assez de ce monde où recycler des canettes de coca, donner quelques dollars pour des bonnes œuvres ou acheter un cappuccino chez Starbuck dont 1 % ira aux enfants du Tiers monde qui meurent de faim suffit à nous faire nous sentir bien. Déjà le travail et la torture sont sous-traités, déjà les agences matrimoniales externalisent notre vie amoureuse, et aujourd'hui nous laissons notre engagement politique être sous-traité. Mais à présent, ça suffit: nous voulons le reprendre.

Slavoj Žižek, discours prononcé au parc Zuccotti, à New York, le 9 octobre 2011 (trad. de C. Nordmann).

développée par Michael Hardt et Toni Negri dans l'ouvrage qu'ils consacrent à OWS, aux Indignés et aux révolutions dans le monde arabe¹¹. Ils y identifient quatre figures d'individu opprimé qui, en allant au bout de la logique de la domination et en la détruisant, peuvent devenir des figures émancipatrices. Parmi celles-ci, « l'endetté », la dette étant devenue « la condition générale de la vie sociale » (p. 9).

Il n'est alors pas surprenant que les militant-e-s d'OWS n'aient pas choisi le travail et la grève (ce que leur reprochent Frank et *Le Monde diplomatique*) pour mobiliser : pour faire grève, encore faudrait-il être salarié-e non précaire. Mobiliser autour de la question de la dette (dette des ménages, dette étudiante) apparaît alors bien plus opérant, et offre en outre la possibilité de construire un mouvement vraiment inclusif¹².

OWS a donc lancé, au printemps dernier, une campagne de « grève de la dette » (www.strikedebt.org), qui s'appuie sur plusieurs axes : formation/information des endetté-e-s (au moyen d'assemblées organisées un peu partout dans le pays et d'un « manuel d'actions de résistance à destination de l'endetté » extrêmement fouillé et documenté¹³), un appel à refuser de payer ses traites et l'organisation d'un « jubilé¹⁴ tournant ». Ce dernier repose sur la subversion des mécanismes d'oppression et de contrôle des personnes endettées, en l'occurrence sur le fait que les créanciers peuvent revendre la dette qu'ils possèdent sur des marchés secondaires, pour des sommes jusqu'à vingt fois inférieures à l'encours. Par ce biais, Strike Debt projette de racheter ces titres de dette « bradés » pour les annuler aussitôt. À ce jour,

plus de 500 000 dollars ont ainsi été collectés, qui devraient permettre de racheter et d'annuler 11 millions de dollars de dettes.

On peut multiplier les exemples de campagnes ou d'actions entreprises pendant ou après les occupations qui coupent court aux critiques de Frank sur l'apolitisme et l'apathie d'Occupy. Les jonctions n'ont de fait pas été rares entre le mouvement syndical et OWS – bien qu'elles soient bridées par le droit états-unien, qui rend la plupart des syndicats réticents à participer, même de loin, à toute action ne s'inscrivant pas dans le cadre institutionnel légal. Citons, par exemple : l'occupation et le blocage du port industriel d'Oakland, le 2 novembre 2011, en solidarité avec des dockers menacés de licenciement ; l'interruption d'une vente aux enchères de Sotheby's à New York, le 9 novembre 2011, en solidarité avec les chauffeurs de camion de la maison d'enchères, eux aussi menacés de licenciement. La solidarité a par ailleurs également joué dans l'autre sens, le syndicat des chauffeurs de bus new-yorkais ayant déposé plainte contre la police après que les bus et chauffeurs eurent été réquisitionnés pour transporter au poste les quelques centaines de militant-e-s d'Occupy qui bloquaient le pont de Brooklyn le 24 septembre 2011.

Plus récemment, des militant-e-s d'Occupy Wall Street ont décidé de créer un réseau autogéré d'assistance aux victimes de l'ouragan Sandy. Associant inventivité¹⁵ et ancrage local, « Occupy Sandy » a été jugé par le New York Times « plus efficace » que l'agence publique FEMA (qui s'était déjà illustrée par son incurie après Katrina)¹⁶.

EXTRAIT / GRÈVE DE LA DETTE !

Quelque chose est en train de se passer dans notre société de la dette. 27% des prêts étudiants sont en défaut. 10% des dettes contractées par carte de crédit ont été radiées, comme irrécouvrables. Les saisies et les défauts de paiement sont endémiques. Les gens commencent à se sortir de la dette. Comment appeler cela ? Nous pourrions l'appeler un refus. Mais nous pourrions également l'appeler une grève de la dette. En cette période de chômage élevé, de défaitisme syndical et de précarité de l'emploi, nous ne pourrions peut-être pas exprimer notre désaccord en n'allant pas travailler, mais nous pouvons refuser de payer. Aux côtés du mouvement ouvrier, un mouvement des endettés. [...]

L'abolition de la dette est considérée comme une revendication impossible. « Toute dette doit être honorée ! » – à moins que vous ne soyez une entreprise, une banque, une société de services financiers

ou un État souverain. Nous savons que la dette est au cœur du capitalisme financier et que ce système est truqué, qu'il est conçu pour profiter à ceux qui sont en haut. La question n'est pas de savoir si la dette sera abolie, mais quelle dette sera abolie. Les banques, les États-nations et les multinationales ont vu leurs dettes « restructurées », ce qui signifie que ces dettes ont été remboursées par les gens. Les dettes de celles et ceux au nom de qui ces actions ont été entreprises devraient elles aussi être abolies. Nous pourrions alors commencer la reconstruction, agir sur les circonstances qui créent la spirale destructrice de la dette personnelle permanente. En ce moment, nous devons emprunter pour pourvoir à nos besoins, alors que les premières nécessités devraient être garanties à tou-te-s, qu'il s'agisse du logement, de l'éducation, de la santé ou de la tranquillité dans la vieillesse. Au même moment, partout dans le monde,

la dette est utilisée pour justifier des coupes budgétaires sur ces services fondamentaux. Nous avons conscience que la dette gouvernementale n'a rien à voir avec la dette personnelle. Le problème n'est pas que nos villes et nos pays soient en faillite, le problème est que la richesse publique est accaparée. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social qui permette un usage équitable de la richesse publique et préserve le droit à une vie fondée sur l'entraide mutuelle plutôt que structurée par la dette personnelle tout au long de la vie.

Manifeste de la campagne de grève de la dette rédigé par des militant-e-s d'Occupy Wall Street (trad. N. Haeringer, M. Iserte et C. Nordmann). Texte original publié dans *Tidal* #3, la revue d'OccupyTheory - www.occupytheory.org.

L'accusation d'apolitisme portée contre OWS contribue en outre à véhiculer le mythe d'une immaculée conception du mouvement social. Tombé du ciel, Occupy ne s'insérerait pas dans l'histoire des mobilisations nord-américaines. Une ineptie, quand on sait le rôle qu'y ont joué des militant-e-s new-yor-

L'accusation d'apolitisme portée contre OWS contribue en outre à véhiculer le mythe d'une immaculée conception du mouvement social. Tombé du ciel, Occupy ne s'insérerait pas dans l'histoire des mobilisations nord-américaines.

kais-es impliqué-e-s dans les luttes altermondialistes de Seattle au Sommet des Amériques à Québec (David Graeber n'en est qu'un exemple parmi de nombreux autres), les combats environnementaux des années 1970 (avec Lisa Fithian, par exemple) ou quand on note que les techniques d'animation des assemblées générales sont, entre autres sources, directement issues des techniques popularisées par les Quakers lors des luttes anti-nucléaire des années 1970. Occupy Wall Street s'inscrit plus directement dans une vague récente de mobilisations aux États-Unis : un campement au début de l'été 2011 à New York pour protester contre les coupes budgétaires municipales (Bloombergsville), qui préfigurait Occupy tout en s'inspirant de la mobilisation de Madison (Wisconsin) de février-mars 2011¹⁷, ou encore le Forum social des États-Unis, dont la deuxième édition (qui s'est tenue à Detroit en 2010) est considérée comme la première mobilisation d'ampleur ayant réuni Africains-américains, Latinos, Asiatiques et représentant-e-s des peuples indigènes d'Amérique du Nord dans un cadre non dominé par des Blancs. À Detroit comme à Madison, la construction d'un mouvement (syndical, notamment) revendicatif, réellement démocratique et « de base » était au cœur des discussions et manifestations.

Ruptures politiques, déplacements stratégiques

On a donc du mal à croire que la critique de Frank sur les « *boniments de l'horizontalité* » auxquels OWS aurait succombé porte réellement sur l'efficacité de la démocratie directe dans la construction d'une mobilisation. D'autant qu'il néglige également l'impact symbolique et indirect d'OWS, qui a contribué à initier et à nourrir des conversations dans lesquelles « *les gens reparlaient de classes*¹⁸ ». David Graeber rappelle par ailleurs que, de l'aveu même d'économistes de la Réserve fédérale états-unienne,

c'est suite à OWS que la Fed a commencé à revoir sa politique en matière d'endettement des ménages, et qu'elle se montre aujourd'hui plus encline à lever les hypothèques.

On ne fera cependant pas l'injure à Frank de ne voir dans sa critique qu'une énième rengaine de la critique de la gauche d'inspiration marxiste envers les libertaires et les anarchistes. Certes, on pourrait fort bien se contenter de constater que ni OWS ni la critique d'OWS ne sont complètement nouveaux. Mais Frank n'étant pas lui-même marxiste de formation (il est passé par le Parti républicain lorsqu'il était étudiant), il faut trouver une autre explication. On peut toutefois regretter que Frank ignore la richesse des travaux de militant-e-s et chercheurs anarchistes contemporains, dont le pragmatisme les pousse à explorer autant les théoriciens que les pratiques vernaculaires (à Madagascar, dans le cas de David Graeber, en Asie du Sud, chez James C. Scott¹⁹ et dans les communautés de peuples indigènes nord-américains, chez Richard J. F. Day).

D'autres lignes de fracture doivent être considérées. Parmi celles-ci, la plus notable est sans aucun doute la question du rapport à l'alternative marché/État. Frank reproche de fait aux militant-e-s d'OWS de renvoyer dos-à-dos les États et les banques, et ainsi de plaider pour un démantèlement de ce qui reste de services publics – à tel point qu'il voit dans la dénonciation du contrôle des corps et des espaces publics une diatribe « *contre les espaces verts* ». Pourtant, ce qui se joue autour d'OWS ou des mouvements Indignés, c'est la construction d'un cadre d'analyse et d'action qui aille au-delà de l'alternative public/privé. La dimension préfigurative de l'occupation prend alors tout son sens : l'occupation d'un espace public est une manière d'ouvrir un espace interstitiel tout entier dédié à l'expérimentation et à la construction de formes de communautés (certes éphémères) alternatives, qui réconcilie des pôles régulièrement opposés dans les organisations sociales : renversement des structures globales de domination et transformation personnelle ; campagne de sensibilisation et approche virale²⁰, etc. Surtout, en pointant du doigt les échecs de l'État (voire sa complicité directe via le renflouement des banques ou la mise en place de l'infrastructure de la criminalisation de la dette), les militant-e-s d'OWS ne se positionnent pas sur le même plan que les libertariens. Ils s'inscrivent directement et explicitement dans le champ des luttes concernant les communs. Leur critique de l'État ne découle pas d'une volonté de supprimer toutes les barrières aux libertés individuelles. Ils partent du constat que l'État, pas plus que le marché, n'est un cadre permettant à chacun d'exercer ses responsabilités collectives et individuelles. L'ouvrage très touffu coordonné par David Bollier et Silke Helfrich, *The Wealth of*

the Commons, A World Beyond Market and State, aide à comprendre ce qui se joue dans ces tentatives d'inventer de nouvelles formes d'institutions, en croisant des expériences anciennes de gestion communautaire des ressources naturelles (des forêts aux semences paysannes) et les pratiques contemporaines de gestion de l'immatériel (licences, logiciels libres, et plus généralement tout ce qui relève de la connaissance, etc.)²¹. Ces expérimentations peuvent alors se heurter aux revendications de syndicats ou d'autres organisations du mouvement social, qui n'y voient qu'un ultime avatar du démantèlement de l'État et des services publics.

Au-delà de ces possibles lignes de fracture, la question que pose l'horizontalité aux autres organisations est stratégique : il s'agit de celle des alliances, autrement dit de la capacité à créer des formes de coordination ou des campagnes « diagonales » qui englobent des dynamiques horizontales telles qu'OWS, et des organisations verticales (un syndicat, une ONG, une association). Ici, l'expérience des premières années du mouvement altermondialiste est riche en enseignements.

Les formes de coordination inventées à la fin des années 1990 et au début des années 2000 (campagnes, coalitions respectant la « diversité des tactiques » lors des contre-sommets, forums sociaux) sont initialement parvenues à embrasser un spectre très large d'actrices et d'acteurs. Rapidement lassés par le nomadisme alter, soumis à une répression croissante (qui culminera à Gènes avec la mort de Carlo Giuliani), doutant du caractère performatif des contre-sommets et désireux de trouver des espaces

ouverts à la préfiguration, les « horizontaux » ont rapidement choisi de prendre leurs distances.

La diffusion rapide de la forme-occupation modifie tant la géographie des solidarités que la forme des alliances. Au tournant du siècle, le détour transnational offert par les contre-sommets et autres forums sociaux permettait de surmonter temporairement des désaccords, des inimités ou des indifférences trop forts sur des enjeux locaux ou nationaux. Ancrées localement, structurées autour de communautés, les dynamiques Indignés et Occupy tranchent avec le nomadisme et l'approche volontairement transnationale des altermondialistes, et dessinent une géographie « translocale » des luttes et des solidarités.

Relire des contributions rédigées dans le cadre de collectifs horizontaux au cours des années de structuration de la dynamique altermondialiste permet ici d'éclairer un élément central pour mieux comprendre en quoi le commencement est effectivement proche, et, partant, comment ces dynamiques pourraient continuer à résonner²². Le collectif anglais The Free Association s'attache à caractériser les dynamiques propres aux « moments d'excès » – « *un concept plus opérant, par lequel nous pouvons non seulement concevoir les événements "politiques" comme les contre-mobilisations lors des sommets et les autres manifestations de la lutte, mais aussi des événements et mouvements "sociaux" et "culturels", comme les mouvements punk et des logiciels libres* ». « *La différence entre ces moments d'excès et la vie quotidienne est, écrit le collectif, une différence d'intensité et non de nature* ». L'expulsion des campements Occupy ne marque à cet égard pas une rupture, un retour à la

EXTRAIT / QUELLE ANNULATION DE LA DETTE ?

Même les élites commencent à l'admettre de plus en plus – du moins la minorité qui, en leur sein, se préoccupe de la viabilité à long terme du système (et non pas seulement de leur propre enrichissement à court terme) : il faudra bien qu'il y ait des formes d'annulation massive de la dette. Et pas uniquement des dettes des riches, qui peuvent toujours être annulées d'une manière ou d'une autre si elles deviennent trop gênantes, mais aussi de la dette des citoyens ordinaires. En Europe, même les économistes professionnels commencent à parler de « jubilés¹ », et la Fed elle-même a récemment publié un livre blanc recommandant une annulation massive de la dette hypothécaire. [...]

L'idée d'une forme d'annulation massive de la dette fait donc son chemin. Presque tout le monde est disposé à le reconnaître désormais. C'est le seul moyen de résoudre

la crise de la dette souveraine en Europe. C'est le seul moyen de résoudre la crise des hypothèques en cours en Amérique. La vraie bataille porte sur la forme que cette annulation prendra. Il y a certaines questions évidentes, comme savoir quelle part de la dette sera annulée (uniquement certaines dettes hypothécaires ? ou bien toute dette personnelle jusqu'à hauteur, par exemple, de 100 000 dollars ?) ou encore, bien sûr, au bénéfice de qui l'annulation se fera. Mais il y a une question plus fondamentale : Vont-ils admettre qu'ils sont en train d'annuler la dette ? Pour le dire autrement, présenteront-ils cette annulation comme ce qu'elle est, et reconnaîtront-ils honnêtement que la monnaie n'est désormais plus qu'un arrangement politique, ce qui reviendrait à amorcer un processus visant à ramener de tels arrangements sous contrôle démocratique ; ou bien l'annulation sera-t-elle

maquillée en autre chose ? Et qu'advient-il ensuite ? Pour le dire autrement : cette annulation sera-t-elle juste un moyen de préserver le système et ses inégalités extrêmes, ou bien s'agira-t-il d'une manière de commencer à les dépasser ?

David Graeber, « Grève de la dette : après le jubilé » (trad. N. Haeringer et C. Nordmann). L'article original a été publié dans *Tidal* #3, la revue de OccupyTheory - www.occupytheory.org.

NOTES

1. C'est-à-dire d'annulation de la dette – le « jubilé » étant dans la Bible une année revenant tous les cinquante ans lors de laquelle était organisée une redistribution égale des terres et une annulation des dettes et créances.

vie normale après des moments extraordinaires, mais l'entrée dans une phase politiquement moins intense.

À 18 heures, ce 17 mars, la cloche annonçant la fermeture hebdomadaire de la Bourse retentit sur Wall Street. Après l'avoir saluée et amplifiée, le cortège repart jusqu'au parc Zuccotti. Une fois arrivés, nous entamons une assemblée générale. Au moment de la conclure, l'une des organisatrices de la manifestation explique : « *aujourd'hui, c'est la première fois dans l'histoire d'Occupy Wall Street que nous avons effectivement occupé Wall Street* », puis elle entonne l'un des chants les plus repris pendant l'occupation : « *All day, all week, occupy Wall Street* » (toute la journée, toute la semaine, occuper Wall Street).

Occupy Sandy, Strike Debt, Occupy Theory, sont autant de prolongements à l'occupation qui traduisent concrètement cette aspiration à « *occuper Wall Street* » au quotidien, de manière plus diffuse, probablement moins bouleversante car moins intense, mais autour d'objectifs plus précis et réalistes. Ils opposent un démenti ferme à l'idée d'un mouvement trop occupé à s'admirer pour se rendre compte qu'il serait déjà mort.

NOTES

1. Le texte de Thomas Frank (dont une première version, centrée sur la critique du rôle des intellectuels, avait paru dans la revue de critique politique et culturelle qu'il codirige, *The Baffler*) n'a d'ailleurs pas été beaucoup discuté aux États-Unis.
2. Paru en 2004, l'ouvrage a été traduit en français et publié aux éditions Agone en 2008.
3. En dépit de la détermination de quelques militant-e-s qui, à la Défense notamment, tentèrent d'initier une occupation durable.
4. *Tidal* (*tide* = marée), voir www.occupytheory.org, où l'on trouve les trois (bientôt quatre) numéros parus à ce jour.
5. Isham Christie, « Possibility, Universality, and Radicality: A Universal Chorus of Emancipation », paru dans le premier *Tidal*.
6. Judith Butler, « So, What Are the Demands? », *Tidal* #2, mars 2012.
7. Judith Butler, « For and Against Precarity », *Tidal* #1, automne 2011.
8. <http://wearethe99percent.tumblr.com>.
9. David Graeber, *Inside Occupy*, Berlin, Campus Verlag, 2012.
10. L'expression est de David Graeber.
11. Michael Hardt et Toni Negri, *Declaration*, autopublié et disponible sous forme de livre électronique, à paraître en français aux éditions Raisons d'agir.

12. Dans la même perspective, à New York, OWS a cherché à multiplier les occupations (moins médiatisées) à Harlem, dans le Bronx ou dans les quartiers non gentrifiés de Brooklyn.

13. <http://strikedebt.org/The-Debt-Resistors-Operations-Manual.pdf>.

14. Ou annulation de la dette, en référence à la pratique évoquée dans la Bible d'annulation de toutes les dettes et créances et de redistribution des terres, tous les cinquante ans.

15. La collecte du matériel (perceuses, pompes à eau, clous, etc.) nécessaire pour reconstruire les logements les plus touchés a été lancée en utilisant l'outil « liste de mariage » d'un site commercial (« Occupy Sandy Hacks Amazon's Wedding Registry », consultable sur le site de *The Atlantic*).

16. Occupy Sandy: A Movement Moves to Relief », consultable sur le site du *New York Times*.

17. Cf. Michael D. Yates (dir.), *Wisconsin Uprising: Labor Fights Back*, New York, Monthly Review Press, 2011, qui pose la question des débouchés politiques, de la double impasse soutien critique aux démocrates/soutien à une candidature alternative, et de la nécessité de construire un mouvement fort et autonome, qui ne mette pas tant le travail au centre que la démocratie.

18. David Graeber, correspondance personnelle.

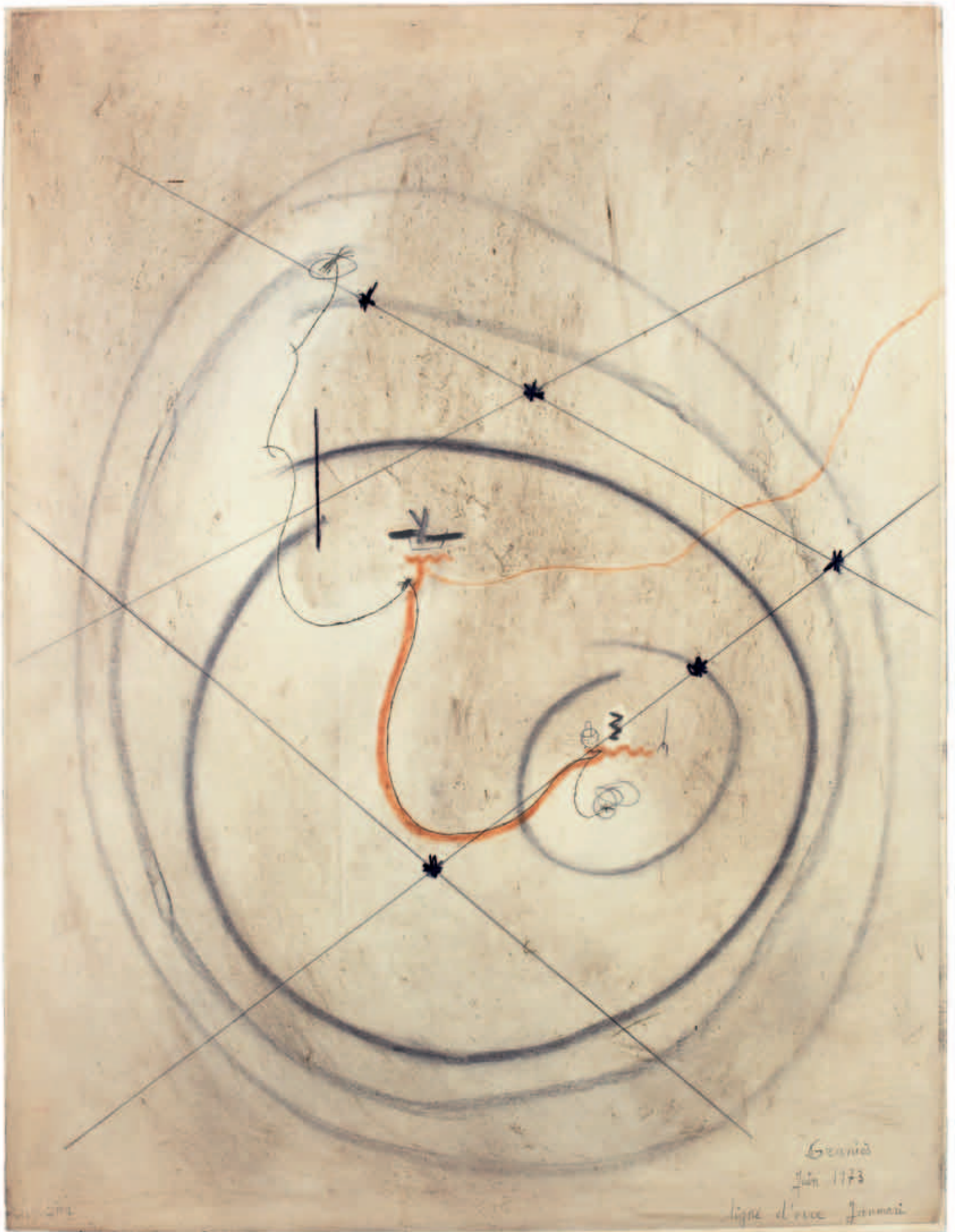
19. Dont l'ouvrage *Zomia, ou l'art de ne pas être gouverné* vient d'être traduit aux éditions du Seuil.

20. L'idée de « conversion » est sans doute plus explicite – et de fait largement présente à OWS, où nombre de salarié-e-s de banques ou d'entreprises représentant les 1% ont participé aux occupations, expliquant que leur vie « avait changé » –, mais la notion est trop connotée religieusement pour ne pas lui préférer celle de contamination.

21. David Bollier et Silke Helfrich (dir.), *The Wealth of the Commons: A World Beyond Market and State*, Amherst, Levellers Press, 2012. OWS a un groupe de travail très actif sur la question des communs – www.makingworlds.org.

22. The Free Association, *Moments of Excess: Movements, Protests and Everyday Life*, Oakland, PM Press, 2011 ; Turbulence Collective, *What Would It Mean to Win*, Oakland, PM Press, 2010.

**POUR VOUS ABONNER
À LA RDL RENDEZ-VOUS SUR
WWW.REVUEDESLIVRES.FR**



Gennia
Jun 1973
ligne d'vue Janmar